

MEMO COURS

Quelle action publique pour l'environnement ?

L'environnement est l'ensemble des éléments biologiques qui permettent les activités humaines. Il se compose des ressources naturelles et de l'écosystème.

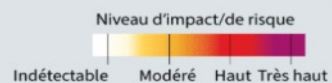
L'action publique est l'ensemble des actions des pouvoirs publics (lois, réglementations, discours, campagne de communication...) en vue de traiter les problèmes publics inscrits à l'agenda politique..



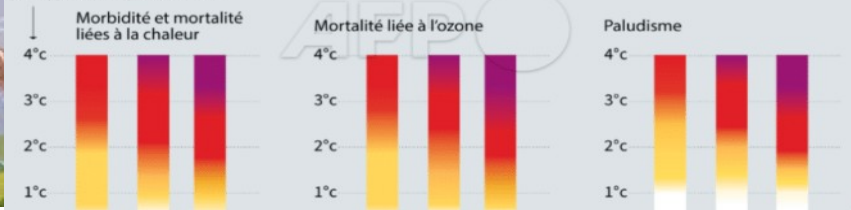
Les risques de problèmes de santé liés au changement climatique

Selon plusieurs scénarios d'adaptation et d'atténuation*
*appelés les trajectoires socioéconomiques communes (SSP)

- SSP 1 Scénario vert (faibles défis)
- SSP 2 Poursuite des tendances actuelles (défis moyens)
- SSP 3 Monde fragmenté affecté par la compétition entre pays (défis élevés)

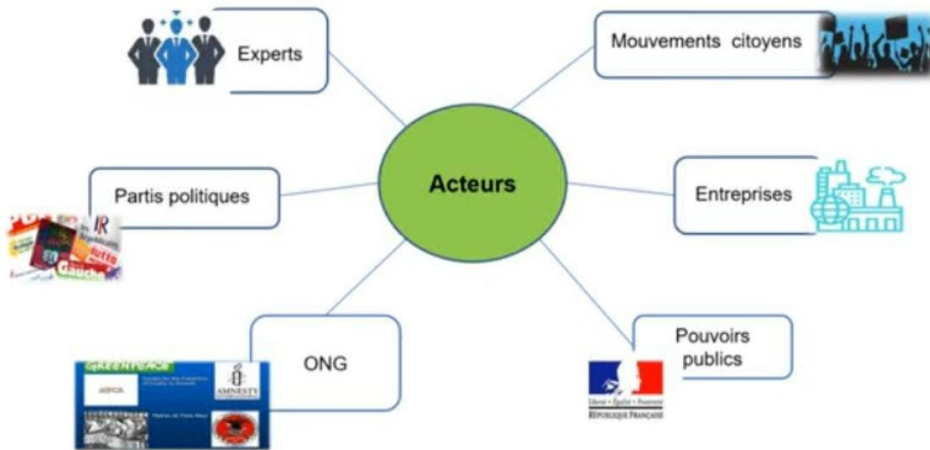


Hausse des températures par rapport à l'ère pré-industrielle



LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SONT DÉJÀ AVÉRÉS

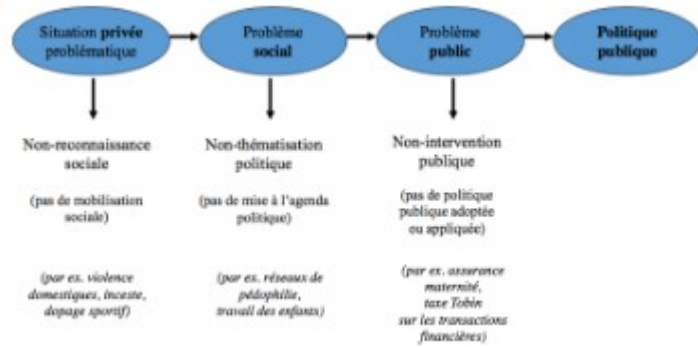




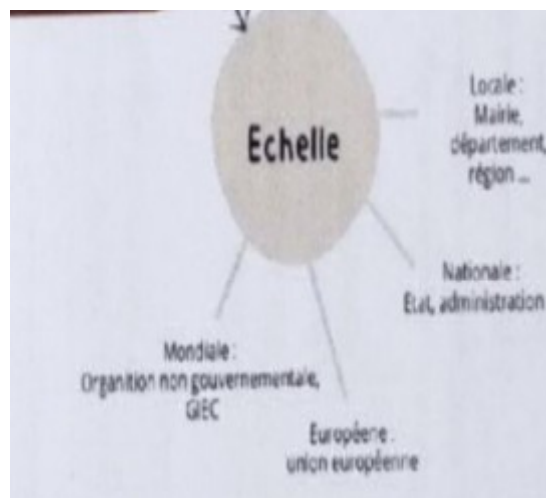
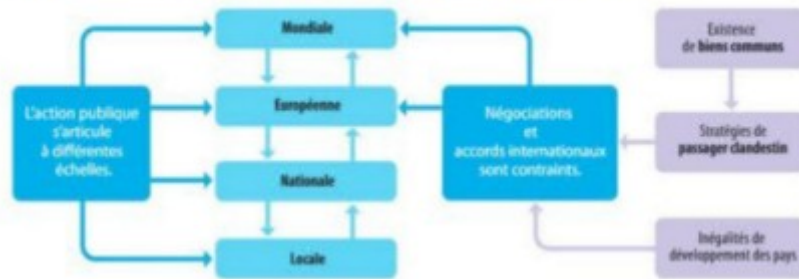
A Les questions environnementales comme problème public

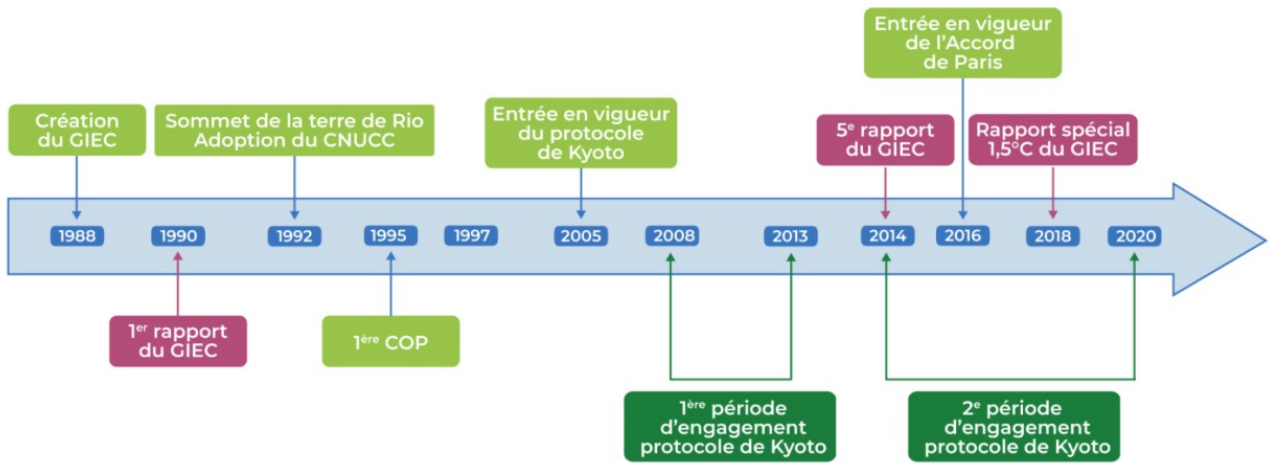


L'action publique pour l'environnement est nécessaire

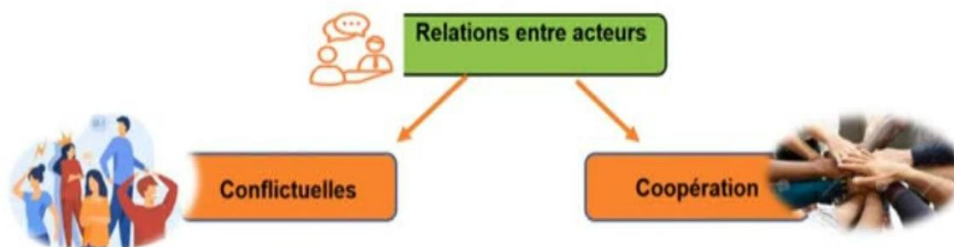


B Les échelles de l'action publique pour l'environnement





la construction des questions environnementales comme **problème public** et à leur **mise à l'agenda** ; je comprends que ces acteurs entretiennent des relations de **coopération** et de **conflit**.



LES CONFLITS

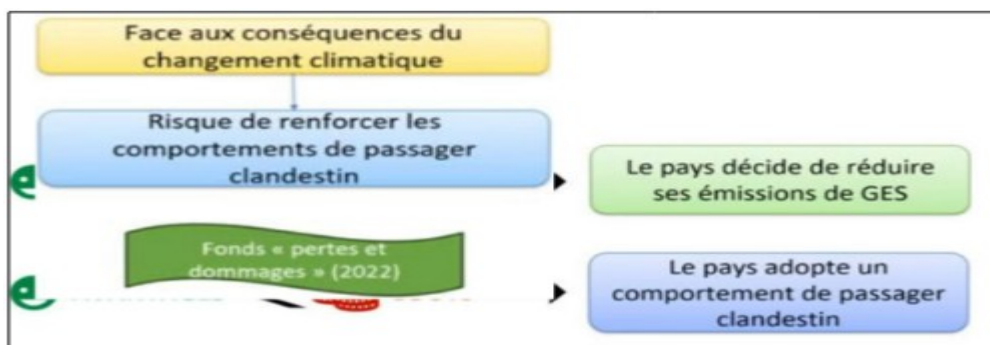


Le climat, source de conflits armés?

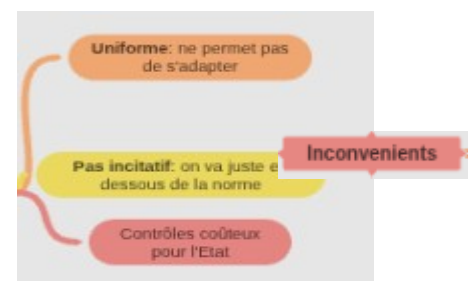
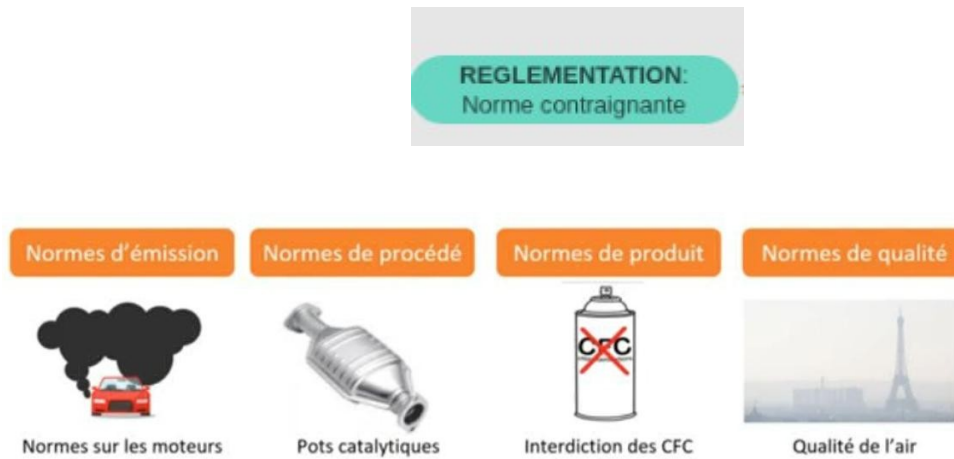


Les stratégies de passagers clandestins

Un pays ne peut lutter seul contre le réchauffement climatique, notamment car le climat est un exemple de la tragédie des biens communs (biens qui ont la double caractéristique d'être rivaux et non exclusifs). Par conséquent il est nécessaire de mettre en place des accords environnementaux internationaux. Toutefois, en l'absence de régulateur supranational, ces accords peuvent se heurter à des comportements de passager clandestin de la part de certains États. En effet, un État peut refuser de prendre part aux accords internationaux, car la lutte contre le réchauffement climatique implique des coûts, liés par exemple à l'adoption de nouvelles méthodes de production moins énergivores. Ainsi, il peut sembler rationnel à un État de ne pas ratifier ces accords internationaux, donc de ne pas en subir les coûts, tout en bénéficiant des effets positifs en matière environnementale des changements de comportement des autres pays ayant eux appliqués les accords. Le passager clandestin profite d'un bien sans en supporter le coût. Les négociations, quand elles sont fondées sur la coopération, sont particulièrement touchées par le comportement de passager clandestin. La convention climat, adoptée en 1992 puis ratifiée par la quasi-totalité des pays du monde (196 parties), pose les fondements de la coopération internationale. La négociation se réalise dans le cadre de la conférence des parties (COP) et son efficacité dépend de la bonne volonté des signataires. Plusieurs phénomènes de passager clandestin se sont produits suite au protocole de Kyoto. Les États-Unis n'ont pas ratifié le protocole et ont entraîné avec eux les Australiens (qui l'ont ratifié seulement en 2007). Le Canada s'est retiré en 2011 car les États-Unis et la Chine, les deux pays les plus émetteurs, n'étaient pas impliqués dans les efforts à consentir ; l'un par choix et l'autre par absence de contraintes imposées aux pays classés « hors Annexe I » (les pays en développement). Les pays émergents n'étant pas soumis aux engagements ont, par ailleurs, fortement augmenté leurs émissions à ce moment. L'accord de Paris, quant à lui, stimule la mobilisation des acteurs volontaires, mais ne comporte pas de règles communes qui limiteraient le risque de « passagers clandestins ».



Les instruments



👍 AVANTAGES	👎 LIMITES
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Efficace face à l'urgence d'une situation ex : CFC ✓ Instrument simple à édicter 	<p>✗ Limites environnementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises ne sont pas incitées à réduire la pollution au-delà de la norme • Risque d'effet rebond • Risque de contournement (fuites carbone)

Mesures incitatives : la taxation et les subventions

Internaliser l'externalité positive

Subvention = aide financière accordée par les pouvoirs publics

Les taxes liées à l'environnement

L'OCDE définit comme taxe liée à l'environnement :

- tout versement obligatoire, payé au profit des administrations publiques, sans contrepartie compensatoire, et réputé avoir un effet potentiel sur l'environnement.

Remarque : Dans le cas où le paiement est la contrepartie d'un service rendu, on parle de redevances.



OCDE, "The Political Economy of Environmentally Related Taxes", 2006. <http://www.oecd.org/env/tools-evaluation/taxes.htm>



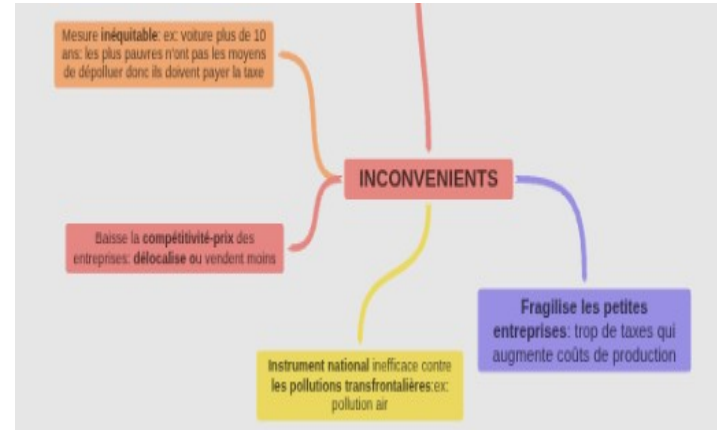
Recettes fiscales: Et dépolluer

Responsabilisation économique



👍 AVANTAGES

- ✓ Signal-prix fort
- ✓ Réduit le coût global de dépollution
- ✓ Offre une certaine flexibilité
- ✓ Permet d'obtenir des recettes fiscales et de financer des subventions :
« double dividende »
- ✓ Favorise l'innovation et le progrès technique



👍 AVANTAGES	👎 LIMITES	👎 LIMITES
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Soutient la production de biens en faveur de l'environnement ✓ Facile à mettre en place 	<p>✗ Limites économiques et sociales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coût pour les administrations publiques • Creuse les inégalités si elle profite aux ménages les plus riches • Effet d'aubaine 	<p>✗ Limites environnementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de définir le niveau optimal de la taxe • Pas de garantie d'atteindre le niveau d'émissions souhaité <p>✗ Limites économiques et sociales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risque de détériorer la compétitivité prix des entreprises • Pose des problèmes d'acceptabilité sociale

<p>Taxation Les taxes agissent sur les coûts de production et sur les prix de certains produits : dans les deux cas, il s'agit d'inciter les acteurs économiques à limiter une activité génératrice d'externalités négatives sur l'environnement en la rendant plus coûteuse. Ces taxes constituent une réponse aux externalités négatives dans le sens où elles visent à « internaliser les coûts externes ».</p>	<p>En taxant les « pollueurs », on s'attend à ce que ces derniers réduisent les quantités produites, et dont les effets de leur production sur l'environnement. Les taxes permettent également de générer des recettes qui peuvent être réinvesties en soutien à la transition écologique.</p>	<p>Les taxes agissent directement sur les prix, et peuvent mettre en difficulté les acteurs les plus fragiles et se révéler peu incitatives pour d'autres acteurs, peu sensibles aux variations des prix. Dans certains cas, elles peuvent poser des problèmes de justice et d'acceptabilité. Enfin, la taxation, en augmentant les coûts de production, peut nuire à la compétitivité des zones où elle s'applique.</p>
<p>Les subventions aux innovations vertes Il s'agit d'attribuer des aides financières pour certaines solutions qui limitent les externalités négatives pour l'environnement, en vue de favoriser leur développement.</p>	<p>Les subventions facilitent les investissements des acteurs pour la transition écologique et rendent économiquement compétitives certaines solutions non encore rentables et qui ne trouveraient pas de financement par le marché.</p>	<p>Elles constituent un coût pour les finances publiques et ne garantissent pas forcément que l'objectif global sera atteint.</p>

LE

MARCHE DES QUOTAS : MESURE INCITATIVE



Marché des quotas d'émission = les pouvoirs publics distribuent à des installations industrielles des quotas d'émission, dont le prix est ensuite fixé sur un marché.

Contrainte sur la quantité

- Les autorités fixent un plafond d'émissions de GES

- Les autorités distribuent des quotas aux installations concernées



Agit sur les prix : dispositif incitatif

LIMITES

Limites environnementales :

- Risque de « fuites carbone »
- Mauvaise allocation des quotas → Prix du quota trop faible → peu d'incitation
- Nécessite un contrôle important → difficilement généralisable (ex : le marché européen ne couvre que 50% des émissions de GES)

Les échanges de quotas

- ▶ Possibilité d'échanger les quotas dans l'ensemble des pays couverts par l'EU ETS
 - Sur des places de marché / bourses : BlueNext à Paris, ECX à Londres
 - Via des contrats d'achat/vente bilatéraux ou par des intermédiaires financiers (échanges dits Over-the-Counter)
- ▶ Transactions au comptant (échanges immédiats argent contre quotas) ou à terme
- ▶ Quiconque possède un compte dans un registre national peut acheter/vendre des quotas
 - Industriels : achat de quotas si le coût de réduction de ses émissions > prix du marché
 - Intermédiaires financiers

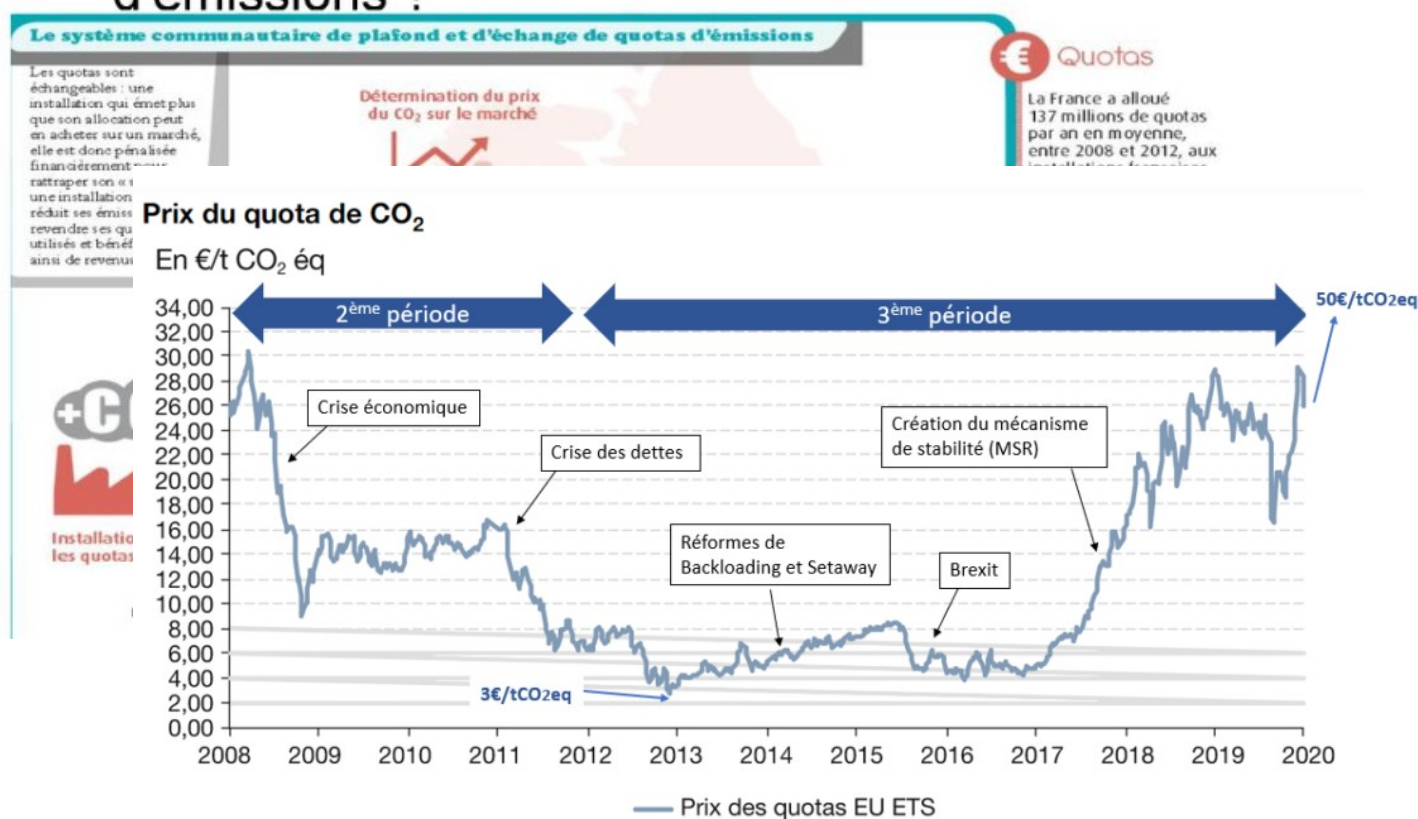
Reliability

cac
climat
research

La mise en place des quotas d'émissions vise à faire adopter aux états membres des Plans Nationaux d'Allocation de Quotas (« PNAQ ») dans lesquels ils fixent une quantité de quotas qui seront alloués aux entreprises présentes sur leur territoire et vont déterminer un plafond d'émission. L'exploitant de l'installation concernée reçoit ainsi en début d'année une quantité déterminée de quotas d'émissions de CO₂. Un quota représente l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone. En fin d'année, l'exploitant devra restituer autant de quotas qu'il aura rejeté de tonnes de CO₂ au cours de l'année civile écoulée.

Les solutions : le marché européen des quotas

Comment fonctionne le marché des quotas d'émissions ?



Le but de ces marchés de quotas est de parvenir à terme à une baisse du total des émissions de produits polluants grâce à la réduction progressive des plafonds de quotas distribués chaque année jusqu'en 2030. De cette façon, les entreprises les plus polluantes sont incitées à investir dans des techniques de production plus respectueuses de l'environnement ou à acheter sur le marché une quantité de droits à polluer supplémentaire selon l'application du principe du pollueur-payeur. Toutefois, l'efficacité de ces marchés de quota dépend du niveau du prix d'échange des droits à polluer. En effet, si le prix n'est pas suffisamment élevé il incitera les plus gros pollueurs à acheter des droits à polluer plutôt qu'à investir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre par leurs activités. C'est pourquoi le volume des droits à polluer distribués tous les ans aux entreprises est essentiel pour que le marché de quota puisse véritablement jouer son rôle en faveur de la réduction des émissions polluantes : plus ce volume de quotas distribué annuellement est faible, plus le prix des quotas échangés sur le marché sera élevé et donc efficace pour inciter les plus gros pollueurs à modifier leurs comportements dans le sens d'une réduction de leur empreinte environnementale. Le fonctionnement efficace du marché de quotas permet alors d'internaliser les externalités négatives liées aux émissions polluantes et ainsi de pallier une déficience du marché dans le domaine environnemental.

Les opportunités offertes par les quotas carbone

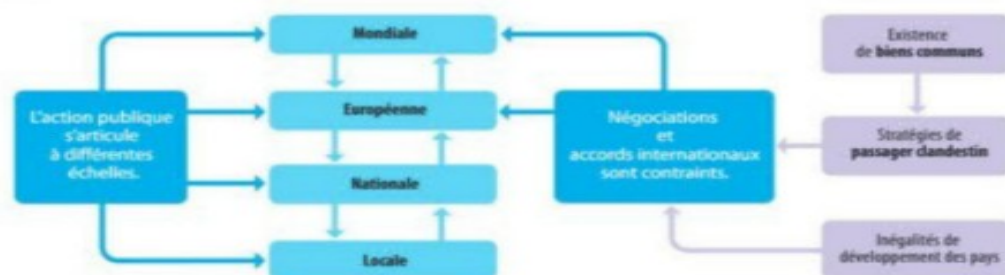
Incitation à l'innovation

La mise en place de quotas carbone crée un environnement propice à l'innovation. Les entreprises doivent développer des solutions technologiques pour réduire leurs émissions afin de maintenir leur rentabilité. Cette dynamique peut mener à des avancées significatives dans le domaine des **énergies renouvelables**, de l'efficacité énergétique et des technologies vertes. En investissant dans de nouvelles technologies, les entreprises peuvent non seulement se conformer aux réglementations mais aussi gagner un avantage concurrentiel.

Création d'une économie verte

Les marchés de quotas carbone jouent un rôle crucial dans la construction d'une **économie verte**. En rendant le coût des émissions de CO2 visible, ces systèmes encouragent les consommateurs, les entreprises et les gouvernements à prendre des décisions plus durables. Toutefois, le passage à une économie plus respectueuse du climat doit être accompagné d'un soutien et

B Les échelles de l'action publique pour l'environnement



La lutte internationale contre le changement climatique est contrainte par les inégalités

De développement

Les pays du Nord sont les plus gros pollueurs historique.

Dettes climatiques vis-à-vis des pays du Sud ?

Les pays se renvoient la faute. Cependant s'ils n'agissent pas : il y aura une situation climatique désastreuse pour tous.

Tous espèrent préserver leurs croissances et **leurs intérêts à court terme**. L'action climatique est pourtant **bénéfique pour tous en long terme**.

Le marché ne sait pas gérer les biens communs

Solution : internalisé ou Etat



Elinor Ostrom (prix Nobel 2009)

Gestion communautaire

